

Mémorial

du



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Lundi, le 27 décembre 1948.

N° 69

Montag, den 27. Dezember 1948.

Avis. — Relations extérieures. — Le 7 décembre 1948, S.A.R. Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience pour la remise de ses lettres de créance S. Exc. M. Gunnar de *Reuterskiöld*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède.

A la même occasion, S. Exc. M. Gunnar de *Reuterskiöld* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur. — 14 décembre 1948.

Loi du 24 décembre 1948 ayant pour objet :

- a) **d'ouvrir au Gouvernement un crédit provisoire de 556.479.573 francs pour les mois de janvier et février 1949 et**
- b) **de rendre applicables pour les mois de janvier et février 1949 les dispositions figurant aux articles 2 à 8 du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1949.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 21 décembre 1948 et celle du Conseil d'Etat du 24 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au Gouvernement un crédit provisoire de 556.479.573,— francs pour couvrir les dépenses courantes à effectuer pendant les mois de janvier et février 1949 conformément au projet de budget pour cet exercice.

Art. 2. Les dispositions figurant aux articles 2 à 8 du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice

1949 sont applicables pour les mois de janvier et février 1949.

Art. 3. L'exécution de cette loi sera réglée par arrêté grand-ducal.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 24 décembre 1948.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement,

Pierre Dupong.

Joseph Bech.

Eugène Schaus.

Alphonse Osch.

Robert Schaffner.

Pierre Frieden.

Aloyse Hentgen.

Arrêté grand-ducal du 24 décembre 1948, concernant l'exécution de la loi du douzième provisoire pour le mois de janvier et février 1949.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi en date de ce jour, qui ouvre au Gouvernement un crédit provisoire de 556.479.573 francs pour les dépenses courantes à effectuer

pendant les mois de janvier et février 1949, conformément au projet de budget pour cet exercice ;

Sur le rapport de Notre Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Les Membres du Gouvernement sont autorisés, chacun dans son département, à disposer des crédits portés au projet de budget de 1949, tel que ce projet a été présenté à la Chambre des Députés. Ils ordonnanceront et régleront, en se conformant aux lois et règlements, les dépenses qui, par leur nature, rentreront dans le libellé des articles respectifs.

L'autorisation de disposer des crédits portés au projet de budget pour 1949 cessera, lorsque les ordonnancements et régularisations des dépenses auront atteint le chiffre global de 556.479.573 francs.

Luxembourg, le 24 décembre 1948.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement,

Pierre Dupong.

Joseph Bech.

Eugène Schaus.

Alphonse Osch.

Robert Schaffner.

Pierre Frieden.

Aloyse Hentgen.

Arrêté grand-ducal du 20 décembre 1948 portant nouvelle fixation de l'indemnité de première mise et de mutation ainsi que de l'indemnité d'habillement et de représentation revenant aux officiers de l'Armée et du corps de la Gendarmerie.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 16 février 1881 sur l'organisation militaire et l'arrêté royal grand-ducal du 2 mars 1881, pris en exécution de cette loi ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 12 juin 1937 portant allocation d'une indemnité d'habillement et de représentation aux officiers de la Compagnie de gendarmes et de volontaires ;

Vu la décision ministérielle du 20 juin 1946 portant fixation de l'indemnité d'habillement et de représentation revenant aux officiers de l'Armée et du corps de la Gendarmerie ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 4 juin 1945 concernant la réorganisation et le renforcement du corps de la Gendarmerie ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 4 juillet 1945 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 30 novembre 1944 portant introduction du service militaire obligatoire ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Force Armée et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'indemnité de première mise et de mutation revenant aux officiers de l'Armée et du corps de la Gendarmerie est fixée à 10.000 frs.

Art. 2. L'indemnité d'habillement et de représentation revenant aux mêmes bénéficiaires est fixée comme suit :

| | |
|--|--------------|
| pour le colonel, chef d'Etat-Major, à | 10.000.— fr. |
| pour les lieutenants-colonels et le major-commandant de la Gendarmerie à | 8.000.— fr. |
| pour les majors à | 7.000.— fr. |
| pour les capitaines à | 6.000.— fr. |

Les officiers au-dessous du grade de capitaine jouissent d'une indemnité d'habillement de

5.000.— fr.
Ces indemnités seront réduites de moitié pour les bénéficiaires d'une indemnité de première mise resp. de mutation prévue à l'art. 1^{er} pendant la première année de l'octroi de cette indemnité.

Art. 3. Les indemnités d'habillement à accorder aux aspirants-officiers en fonction ou à recruter ultérieurement feront l'objet d'une décision ministérielle.

Art. 4. Le présent arrêté sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1949.

Art. 5. Notre Ministre de la Force Armée est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 20 décembre 1948.

Charlotte.

Le Ministre de la Force Armée,

Pierre Dupong.

Arrêté ministériel du 14 décembre 1948, déterminant pour l'année 1949 les taux fixés par les lois des 19 juillet 1895 et 7 juin 1937 sur les saisies arrêts resp. cessions des petits salaires et traitements et le louage de service des employés privés.

Le Ministre de la Justice

Vu la loi du 15 mai 1934, modifiée par l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 sur les saisies arrêts resp. cessions des petits salaires et traitements ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les taux fixés par la loi du 19 juillet : 95, concernant la cessibilité et la saisissabilité des salaires des ouvriers et traitements des petits employés ainsi que par l'art. 14 de la loi du 7 juin

1937 sur le contrat de louage des employés privés sont déterminés pour l'année 1949 comme suit :

pour les salaires des ouvriers et gens de service à 200 francs par jour ;

pour les appointements attribués aux employés ou commis des sociétés civiles ou commerciales, des marchands et autres particuliers ou des administrations publiques, auxquels ne s'appliquent pas les dispositions de la loi du 21 ventôse an IX, à 50.000 francs par an ;

pour les appointements attribués aux employés privés à 50.000 resp. 100.000 francs.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 14 décembre 1948.

Le Ministre de la Justice,

Eugène Schaus.

Arrêté ministériel du 16 décembre 1948 portant fixation des élections prescrites par l'art. 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 4 avril 1927 ayant pour objet la nomination de divers délégués prévus par la loi du 17 décembre 1925 concernant le code des Assurances sociales (livre II, assurance-accidents, agricole et forestière).

Le Ministre du Travail,

de la Prévoyance sociale et des Mines,

Vu l'art. 12 de la loi du 21 juin 1946 portant abrogation ou modification des dispositions en vigueur au 31 décembre 1945 en matière d'assurances sociales ;

Vu l'art. 169 n° 3 de la loi du 17 décembre 1925 concernant le Code des Assurances sociales ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 4 avril 1927 ayant pour objet la nomination des divers délégués prévus par la loi du 25 décembre 1925 concernant le Code des Assurances sociales (livre II, assurance-accidents, section agricole et forestière) ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les élections prévues par l'art. 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 4 avril 1927 précité auront lieu dans les soixante jours de la publication du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 16 décembre 1948.

Le Ministre du Travail,

de la Prévoyance sociale et des Mines,

Pierre Dupong.

Arrêté ministériel du 16 décembre 1948 rajustant certaines dispositions en matière de retenue d'impôt sur les traitements et salaires.

Le Ministre des Finances,

Vu les dispositions de la loi sur l'impôt sur le revenu actuellement en vigueur, d'après lesquelles le Ministre des Finances règle le montant de la retenue fiscale en cas de simultanéité de plusieurs

emplois salariés et en cas d'emploi salarié exercé par une femme mariée non séparée de fait ;

Revu l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 septembre 1947, adaptant les barèmes de la retenue d'impôt sur les salaires aux dispositions de la loi du 16 août 1947 portant revision de la charge fiscale des contribuables au titre de l'impôt sur le revenu respectivement de la retenue d'impôt sur les salaires ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les montants fictifs à ajouter à la rémunération en cas de simultanéité de plusieurs emplois exercés par un même salarié au service de différents employeurs sont portés à 75 francs par jour, 450 francs par semaine et 1.950 francs par mois. Les employeurs sont tenus de mettre en compte les montants fictifs majorés, nonobstant le non-redressement des montants inférieurs actuellement inscrits aux fiches de retenue.

Toutefois, sur la demande des salariés intéressés, l'Administration des Contributions peut fixer, moyennant une annotation afférente, sur la fiche de retenue, des montants fictifs à ajouter, inférieurs à ceux préindiqués, lorsque, pour l'emploi dont les émoluments ne sont pas passibles des additions visées à l'alinéa précédent, ceux-ci ne dépassent pas 100 francs par jour, 600 francs par semaine et 2.600 francs par mois. En l'occurrence, les montants fictifs à annoter par l'Administration des Contributions sont égaux aux émoluments de l'emploi prévu, sans pouvoir toutefois dépasser 65 francs par jour, 390 francs par semaine et 1.690 francs par mois.

Art. 2. Des montants fictifs s'élevant à 75 francs par jour, 450 francs par semaine et 1.950 francs par mois sont à ajouter par l'employeur, avant l'application des barèmes de retenue pour émoluments réguliers, aux émoluments touchés du chef d'un emploi actuel ou antérieur par des femmes mariées nonobstant l'absence d'une inscription afférente aux fiches de retenue d'impôt. Cette disposition ne

préjudice toutefois pas à celles insérées aux deux alinéas suivants.

L'Administration des Contributions peut, moyennant une annotation afférente sur la fiche de retenue, fixer à 50 francs par jour, 300 francs par semaine et 1.300 francs par mois les montants fictifs prévus, lorsqu'une femme mariée, non séparée de fait, justifie que le revenu imposable de son conjoint est supérieur à 10.000 et inférieur à 20.000 francs par an.

Si une femme mariée justifie que le revenu imposable de son conjoint ne dépasse pas 10.000 francs par an ou qu'elle vit séparée de fait, l'Administration des Contributions peut, moyennant une annotation afférente à inscrire à la fiche de retenue d'impôt, autoriser l'employeur à établir la retenue d'impôt d'après la rémunération non augmentée des montants fictifs visés à l'alinéa premier.

Art. 3. Les dispositions des deux articles qui précèdent sont applicables aux périodes de paye prenant fin après le 31 décembre 1948.

Est rapporté l'article 2 de l'arrêté ministériel prévu du 8 septembre 1947, sans préjudice toutefois de l'applicabilité des dispositions y contenues quant aux périodes de paye dont la fin se situe entre le 30 septembre 1947 et le 1^{er} janvier 1949.

Art. 4. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.
Luxembourg, le 16 décembre 1948.

Le Ministre des Finances,
Pierre Dupong.

Avis. — Administration communale. — En séance du 25 septembre 1948, le conseil communal de *Schuttrange* a pris la décision de percevoir, à partir du 1^{er} janvier 1949, des taxes sur les certificats à délivrer par la commune dans un intérêt privé.

La dite délibération a été dûment approuvée et publiée. — 9 décembre 1948.

Avis. — Assurance-maladie. — Par décision du 20 décembre 1948 de Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et vu la décision du comité-directeur de la caisse patronale de maladie Arbed-Usines Esch-s.-Alzette prise dans sa séance du 7 décembre 1948, les modifications apportées le 30 juin 1948 au § 5 des statuts de ladite caisse et limitées d'abord au 31 décembre 1948 resteront provisoirement applicables jusqu'au 31 décembre 1949. — 20 décembre 1948.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1936 1^{re} tranche.

L'amortissement à la date du 15 janvier 1949, de l'emprunt grand-ducal 4% de 1936 1^{re} tranche, pour lequel une somme de 1.600.000,— francs est prévue, a été fait partiellement par rachats en bourse.

Pour le remboursement du reste il a été procédé à un tirage au sort.

Ont été rachetées les obligations suivantes :

Lit. A. — 389 obligations à 1.000,— francs

| | | | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| 446 | 1479 | 2265 | 3280 | 3503 | 3796 | 3855 | 3944 | 5697 | 8029 |
| 1441 | 1480 | 2266 | 3291 | 3504 | 3797 | 3856 | 3945 | 5698 | 8030 |
| 1442 | 1501 | 2267 | 3292 | 3729 | 3798 | 3857 | 3946 | 6047 | 8572 |
| 1443 | 1502 | 2268 | 3293 | 3730 | 3799 | 3858 | 3947 | 6048 | 8623 |
| 1444 | 1503 | 2269 | 3294 | 3731 | 3800 | 3859 | 3948 | 6049 | 8624 |
| 1445 | 1504 | 2270 | 3295 | 3732 | 3801 | 3860 | 3949 | 6050 | 8625 |
| 1446 | 1734 | 3229 | 3296 | 3733 | 3802 | 3891 | 3950 | 6061 | 9091 |
| 1447 | 1735 | 3230 | 3297 | 3734 | 3803 | 3892 | 3971 | 6062 | 9092 |
| 1448 | 1736 | 3231 | 3298 | 3735 | 3804 | 3893 | 3972 | 6063 | 9285 |
| 1449 | 1737 | 3232 | 3299 | 3736 | 3805 | 3894 | 3973 | 6064 | 9286 |
| 1450 | 1738 | 3233 | 3300 | 3737 | 3806 | 3895 | 3974 | 6065 | 9287 |
| 1451 | 1796 | 3234 | 3301 | 3738 | 3807 | 3896 | 3975 | 6066 | 9288 |
| 1452 | 2229 | 3235 | 3302 | 3739 | 3808 | 3897 | 3976 | 6067 | 9289 |
| 1453 | 2230 | 3236 | 3303 | 3740 | 3809 | 3898 | 3977 | 6068 | 9322 |
| 1454 | 2231 | 3237 | 3304 | 3741 | 3810 | 3899 | 3978 | 6069 | 9437 |
| 1455 | 2232 | 3238 | 3305 | 3742 | 3821 | 3900 | 4964 | 6070 | 9438 |
| 1456 | 2233 | 3239 | 3306 | 3743 | 3822 | 3911 | 4965 | 6071 | 9439 |
| 1457 | 2234 | 3240 | 3307 | 3744 | 3823 | 3912 | 4966 | 6072 | 9440 |
| 1458 | 2235 | 3241 | 3450 | 3745 | 3824 | 3913 | 4967 | 6073 | 9451 |
| 1459 | 2236 | 3242 | 3451 | 3746 | 3325 | 3914 | 4968 | 6074 | 9452 |
| 1460 | 2237 | 3243 | 3452 | 3747 | 3826 | 3915 | 4969 | 6075 | 9453 |
| 1461 | 2238 | 3244 | 3453 | 3748 | 3827 | 3916 | 4970 | 6076 | 9454 |
| 1462 | 2239 | 3245 | 3454 | 3749 | 3828 | 3917 | 4971 | 6077 | 9455 |
| 1463 | 2240 | 3246 | 3455 | 3750 | 3829 | 3918 | 4972 | 7539 | 9456 |
| 1464 | 2241 | 3247 | 3456 | 3761 | 3830 | 3919 | 5480 | 7731 | 9457 |
| 1465 | 2242 | 3248 | 3457 | 3762 | 3841 | 3920 | 5593 | 7732 | 9458 |
| 1466 | 2243 | 3249 | 3458 | 3763 | 3842 | 3921 | 5594 | 7765 | 9459 |
| 1467 | 2244 | 3250 | 3459 | 3764 | 3843 | 3922 | 5595 | 7766 | 9460 |
| 1468 | 2245 | 3251 | 3460 | 3765 | 3844 | 3923 | 5596 | 7767 | 9518 |
| 1469 | 2246 | 3252 | 3481 | 3766 | 3845 | 3924 | 5597 | 7768 | 9519 |
| 1470 | 2247 | 3253 | 3484 | 3767 | 3846 | 3925 | 5641 | 7769 | 9520 |
| 1471 | 2248 | 3154 | 3485 | 3768 | 3847 | 3926 | 5642 | 7770 | 9521 |
| 1472 | 2249 | 3255 | 3486 | 3769 | 3848 | 3927 | 5643 | 7881 | 9728 |
| 1473 | 2250 | 3256 | 3487 | 3770 | 3849 | 3928 | 5644 | 7882 | 9729 |
| 1474 | 2251 | 3257 | 3488 | 3771 | 3850 | 3929 | 5645 | 8016 | 9730 |
| 1475 | 2252 | 3276 | 3489 | 3772 | 3851 | 3930 | 5646 | 8017 | 10009 |
| 1476 | 2253 | 3277 | 3490 | 3773 | 3852 | 3941 | 5647 | 8018 | 10010 |
| 1477 | 2263 | 3278 | 3501 | 3774 | 3853 | 3942 | 5648 | 8019 | 10026 |
| 1478 | 2264 | 3279 | 3502 | 3795 | 3854 | 3943 | 5649 | 8028 | |

Lit. B. — 27 obligations à 10.000,— francs.

| | | | | | | | | | | | | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|------|------|-----------|
| 509 | 512 | 518 | 520 | 522 | 526 | 528 | 530 | 533 | 535 | 537 | 1887 | 1889 |
| 511 | 513 | 519 | 521 | 524 | 527 | 529 | 531 | 534 | 536 | 1372 | 1888 | 1891 2081 |

Lit. C. — 2 obligations à 100.000,— francs.

53 54

Le tirage au sort a donné le résultat suivant :

Lit. A. — 11 obligations à 1.000,— francs.

| | | | | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 3540 | 5031 | 5032 | 5033 | 5034 | 5035 | 5036 | 5037 | 5038 | 5039 | 5040 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|

Lit. B. — 53 obligations à 10.000,— francs.

| | | | | | | | | | | |
|-----|-----|-----|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 2 | 305 | 693 | 933 | 1124 | 1272 | 1450 | 1571 | 1748 | 1923 | 2062 |
| 89 | 379 | 767 | 955 | 1142 | 1330 | 1482 | 1601 | 1760 | 1946 | 2100 |
| 135 | 449 | 795 | 1041 | 1204 | 1380 | 1498 | 1653 | 1816 | 1982 | 2139 |
| 217 | 492 | 805 | 1079 | 1233 | 1397 | 1502 | 1699 | 1849 | 2007 | 2156 |
| 280 | 610 | 819 | 1101 | | 1443 | 1556 | 1703 | 1853 | 2045 | |

Lit. C. — 2 obligations à 100.000,— francs.

39 72

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Lit. A. — 169 obligations à 1.000,— francs.

| | | | | | | |
|----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 304 (5) | 793 (9) | 948 (6) | 4612 (11) | 5185 (10) | 7937 (7) | 9987 (9) |
| 305 (5) | 794 (9) | 949 (6) | 4683 (10) | 5186 (10) | 7938 (7) | 10221 (4) |
| 306 (5) | 795 (9) | 950 (6) | 4684 (10) | 5187 (10) | 7939 (7) | 10222 (4) |
| 321 (9) | 796 (9) | 981 (10) | 4685 (10) | 5188 (10) | 7940 (7) | 10282 (8) |
| 322 (9) | 797 (9) | 982 (10) | 4707 (9) | 5189 (10) | 8681 (10) | 10331 (6) |
| 323 (9) | 798 (9) | 983 (10) | 4733 (8) | 5190 (10) | 8682 (10) | 10332 (6) |
| 324 (9) | 799 (9) | 984 (10) | 4734 (8) | 5609 (11) | 8683 (10) | 10333 (6) |
| 325 (9) | 800 (9) | 985 (10) | 4735 (8) | 5610 (11) | 8684 (10) | 10334 (6) |
| 326 (9) | 851 (9) | 986 (10) | 4736 (8) | 5635 (8) | 8685 (10) | 10335 (6) |
| 327 (9) | 852 (9) | 987 (10) | 4737 (8) | 5706 (8) | 8686 (10) | 10392 (9) |
| 328 (9) | 853 (9) | 988 (10) | 4738 (8) | 5707 (8) | 8687 (10) | 10393 (9) |
| 329 (9) | 854 (9) | 989 (10) | 4739 (8) | 5708 (8) | 8688 (10) | 10394 (9) |
| 330 (9) | 855 (9) | 990 (10) | 4740 (8) | 5709 (8) | 8689 (10) | 10395 (9) |
| 781 (11) | 856 (9) | 2312 (11) | 4942 (11) | 5710 (8) | 8690 (10) | 10396 (9) |
| 782 (11) | 857 (9) | 2313 (11) | 4943 (11) | 5754 (3) | 8741 (9) | 10397 (9) |
| 783 (11) | 858 (9) | 2314 (11) | 5131 (7) | 7591 (4) | 8742 (9) | 10398 (9) |
| 784 (11) | 859 (9) | 2315 (11) | 5132 (7) | 7592 (4) | 8750 (9) | 10399 (9) |
| 785 (11) | 860 (9) | 2316 (11) | 5133 (7) | 7593 (4) | 9819 (11) | 10400 (9) |
| 786 (11) | 941 (6) | 2317 (11) | 5134 (7) | 7594 (4) | 9851 (9) | 10401 (1) |
| 787 (11) | 942 (6) | 2318 (11) | 5138 (7) | 7595 (4) | 9852 (9) | |
| 788 (11) | 943 (6) | 2319 (11) | 5139 (7) | 7596 (4) | 9853 (9) | |
| 789 (11) | 944 (6) | 2320 (11) | 5181 (10) | 7832 (8) | 9983 (9) | |
| 790 (11) | 945 (6) | 2577 (11) | 5182 (10) | 7833 (8) | 9984 (9) | |
| 791 (9) | 946 (6) | 2578 (11) | 5183 (10) | 7834 (8) | 9985 (9) | |
| 792 (9) | 947 (6) | 4611 (11) | 5184 (10) | 7936 (7) | 9986 (9) | |

Lit. B. — 26 obligations à 10.000,— francs.

| | | | | | | |
|---------|---------|---------|----------|-----------|-----------|----------|
| 26 (10) | 49 (11) | 65 (9) | 102 (10) | 439 (8) | 1544 (9) | 2101 (5) |
| 32 (9) | 59 (6) | 66 (10) | 374 (8) | 740 (8) | 1961 (11) | 2116 (5) |
| 34 (6) | 62 (9) | 70 (11) | 375 (10) | 1373 (8) | 1977 (11) | |
| 44 (8) | 64 (8) | 99 (9) | 437 (9) | 1448 (7) | 2014 (9) | |

| | | | |
|-----|---------------------------|---------------|--------|
| 1) | obligations remboursables | le 15 janvier | 1937 |
| 2) | » | » | » 1938 |
| 3) | » | » | » 1940 |
| 4) | » | » | » 1941 |
| 5) | » | » | » 1942 |
| 6) | » | » | » 1943 |
| 7) | » | » | » 1944 |
| 8) | » | » | » 1945 |
| 9) | » | » | » 1946 |
| 10) | » | » | » 1947 |
| 11) | » | » | » 1948 |

Le remboursement des obligations non encore munies d'un certificat d'identification devra s'effectuer par l'intermédiaire de l'établissement financier auprès duquel les titres ont été déclarés par application de l'arrêté grand-ducal du 4 novembre 1944 ou auprès duquel ils ont été transférés après cette déclaration.

Les obligations munies du certificat d'identification pourront être présentées directement à la Caisse Générale de l'Etat à Luxembourg.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 21 décembre 1948.

Avis. — Assurance-maladie. — Par décision du 20 décembre 1948 de Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, la modification suivante apportée au § 5 des statuts de la caisse patronale de maladie Arbed-Mines Esch-s.-Alzette par décision prise le 30 novembre 1948 par le comité-directeur de cette caisse conformément à l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 1944 concernant la réglementation du service d'ordre intérieur des caisses de maladie, a été approuvée.

Texte de la modification :

§ 5 Ca 3: «Anspruchsberechtigt sind die unterhaltsberechtigten Ehegatten, die unterhaltsberechtigten Kinder, Stiefkinder und Pflegekinder der Versicherten *bis zu 18 Jahren*».

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1949. — 20 décembre 1948.

Avis. — Enregistrement et Domaines. — Par arrêté grand-ducal du 20 décembre 1948 ont été nommés surnuméraires de l'administration de l'enregistrement et des domaines les candidats-surnuméraires ci-après dénommés :

MM. Paul *Bettendorff* du bureau des actes civils à Luxembourg ;

Roger *Gouden* du bureau de Capellen ;

Georges *Hennes* du bureau de Diekirch ;

Jean *Kariger* du bureau des actes judiciaires à Esch-s.-Alzette. — 20 décembre 1948.

Avis. — Douanes. — Par arrêté grand-ducal du 20 décembre 1948 M. Jean-Pierre *Kahlen*, sous-lieutenant des douanes à Dudelange, a été nommé lieutenant des douanes. — 20 décembre 1948.

Avis. — Association syndicale. — Conformément à l'article 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour l'installation d'une conduite d'eau dans des parcs à bétail au lieu-dit «*In der Grosswies etc.*» à Limpach, a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Reckange/Messe. — 16 décembre 1948.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier Auguste *Conselman* à Luxembourg en date du 30 novembre 1948 qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des dividendes d'une part sociale de la société anonyme des Aciéries Réunies de Burbach, Eich, Dudelange, savoir : N° 165770 sans désignation de valeur.

L'opposant prétend que le titre en question a été volé ou s'est perdu.

Il résulte du même exploit que mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier P. *Konz* d'Echternach en date du 19 décembre 1945 en tant que cette opposition porte sur une part sociale de la société anonyme des Aciéries Réunies de Burbach, Eich, Dudelange, savoir : N° 165778 sans désignation de valeur.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution des articles 4 et 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 1^{er} décembre 1948.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier N. *Wennmacher* à Luxembourg en date du 30 novembre 1948 que mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit du même huissier le 21 novembre 1945 en tant que cette opposition porte sur une action de la société anonyme des Chemins de Fer et Minières Prince Henri, savoir : N° 55861 d'une valeur nominale de cinq cents francs.

Il résulte du même exploit que la signification du 30 août 1948 publiée au *Mémorial* N° 55 de 1948, page 1056, mentionne erronément la mainlevée de l'opposition frappant l'action N° 46861 de la société anonyme des Chemins de Fer et Minières Prince Henri d'une valeur nominale de cinq cents francs.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 1^{er} décembre 1948.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier N. *Wennmacher* à Luxembourg en date du 11 décembre 1948 que mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier P. *Konz* d'Echternach, le 4 avril 1945, en tant que cette opposition porte sur six actions de la société anonyme des Chemins de Fer et Minières Prince Henri, savoir : N°s 2142, 18721, 20025, 26361, 26362 et 57559 d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 15 décembre 1948.

Avis. — Titres au porteur. — Suivant notification de l'intéressé en date du 13 novembre 1948 mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier Fél. *Jansen* à Luxembourg, le 2 octobre 1946 en tant que cette opposition porte sur quatorze actions privilégiées de la société anonyme Minière et Métallurgique de Rodange, savoir : N°s 24758, 24759, 25053, 25071, 30398, 30399, 34817, 34818, 34819, 35206 et 36221 à 36224 sans désignation de valeur.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 15 décembre 1948.
